



FICHE REPÈRES DU RSU 2024

Communes de 20 000 à 50 000 habitants

Cette Fiche reprend les principaux indicateurs du RSU 2024. Elle permet à une collectivité de se comparer à un groupe de collectivités présentant les mêmes caractéristiques (ex : type de collectivités, nombre d'agents, strate démographique...). Elle a été réalisée via l'application www.donnees-sociales.fr.

TAUX DE RETOUR

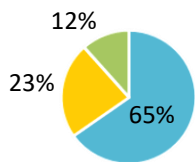
100%

> 7 collectivités, ayant au moins un agent, ont transmis leur RSU sur 7 recensées

> 5 091 agents recensés dans ces collectivités dont 3 323 fonctionnaires, 1 179 contractuels permanents et 589 contractuels non permanents

Effectifs

65% des agents sont fonctionnaires



- Fonctionnaires
- Contractuels permanents
- Contractuels non permanents



	Minimum	Maximum	Effectif moyen	Nb de coll concernées
Fonctionnaires	244	893	475	7
Contractuels permanents	44	339	168	7
Contractuels non permanents	12	163	84	7

En moyenne, 4 agents sur emploi fonctionnel dans chaque collectivité

4,75 % des contractuels permanents en CDI

Précisions emplois non permanents

⇒ 0,1 % des agents recrutés dans le cadre d'un emploi aidé

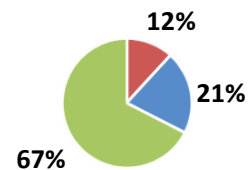
⇒ 7,8 % des agents sont saisonniers ou occasionnels

Caractéristiques des agents permanents

36% d'agents relevant de la filière technique

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous	Nb moyen par coll concernée
Administrative	25,0%	13,1%	21,9%	140,6
Technique	38,2%	29,4%	35,9%	230,7
Culturelle	6,6%	6,7%	6,6%	42,7
Sportive	1,3%	2,7%	1,7%	10,7
Sociale	10,3%	8,5%	9,8%	63,3
Médico-sociale	5,1%	3,4%	4,6%	29,9
Médico-technique	0,0%	0,0%	0,0%	0,5
Police municipale	1,4%	0,0%	1,0%	6,7
Animation	12,1%	36,2%	18,4%	118,4
Total	100%	100%	100%	643

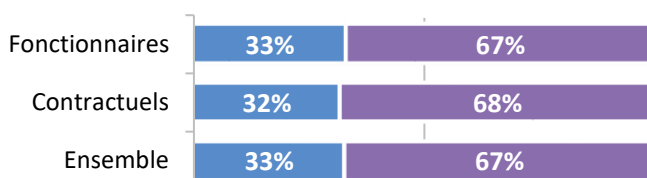
67% d'agents relevant de la catégorie C



Catégorie	Effectif moyen
Catégorie A	75,4
Catégorie B	133,7
Catégorie C	434,0

Le taux de féminisation des emplois permanents est de : 67%

- Hommes
- Femmes

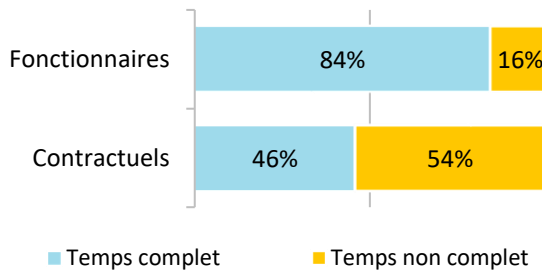


Le cadre d'emplois des adjoints techniques rassemble 26% des agents

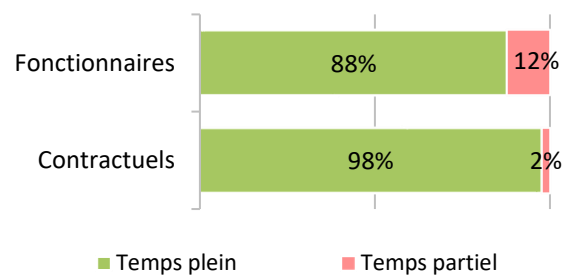
Cadres d'emplois	% d'agents
Adjoints techniques	26%
Adjoints territoriaux d'animation	16%
Adjoints administratifs	11%
ASEM	7%
Attachés	6%

Temps de travail des agents permanents

84% des fonctionnaires à temps complet contre 46% des contractuels



12% des fonctionnaires à temps partiel contre 2% des contractuels



Les filières les plus concernées par le temps non complet

Filière	Fonctionnaire	Filière	Contractuel
Médico-technique	100%	Animation	91%
Animation	36%	Culturelle	67%
Technique	21%	Médico-sociale	48%

Part des agents permanents à temps partiel selon le genre

3,0% des hommes à temps partiel
15,2% des femmes à temps partiel

Remarque : les agents intercommunaux sont comptés plusieurs fois comme des agents à temps non complet.

Pyramide des âges

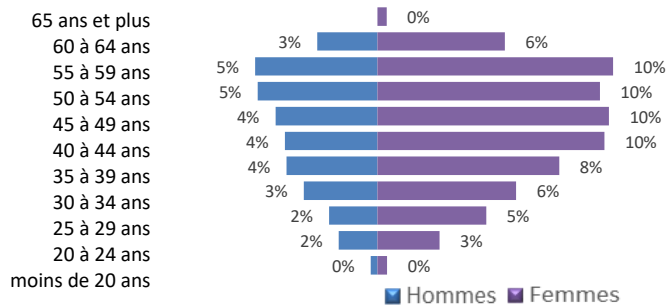
En moyenne, les agents ont 45 ans

Âge moyen* des agents permanents	
Fonctionnaires	47,48
Contractuels permanents	38,86
Ensemble des permanents	45,22

Âge moyen* des agents non permanents	
Contractuels non permanents	32,99



Pyramide des âges des agents sur emploi permanent



* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

Équivalent temps plein rémunéré

En moyenne, 607,3 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) par collectivité



> 448,5 fonctionnaires
> 114,1 contractuels permanents
> 44,7 contractuels non permanents

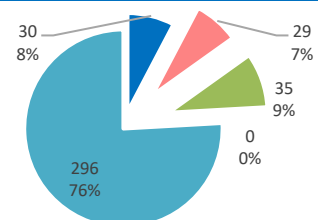
ETPR permanents moyens par catégorie

Catégorie A	71,0 ETPR
Catégorie B	121,3...
Catégorie C	370,4 ETPR

Positions particulières

8,6% des agents permanents sont en position statutaire particulière

- Part d'agents détachés dans une autre structure
- Part d'agents détachés dans la collectivité
- Part d'agents mise à disposition dans une autre structure
- Part d'agents mis à disposition dans la collectivité
- Autres positions particulières



Mouvements

- En 2024, le taux de rotation moyen des effectifs permanents est de 20,5%

Fonctionnaires	Contractuels permanents
8,3%	57,9%

Emplois moyens permanents rémunérés

Effectif physique théorique au 31/12/2023	Effectif physique au 31/12/2024
637,7 agents	643,1 agents

¹ cf. page 7

Variation des effectifs*		
entre le 1er janvier et le 31 décembre 2024		
Fonctionnaires	↘	-3,6%
Contractuels	↗	15,8%
Ensemble	↗	0,9%

- Principales causes de départ d'agents permanents

Fin de contrat (hors agents contractuels mis en stage dans l'année)	50%
Mutation (changement de collectivité)	14%
Départ à la retraite	10%
Démission	8%
Agent contractuel nommé stagiaire au sein de la collectivité au cours de l'année	8%

- Principaux modes d'arrivée d'agents permanents

Article 3 hors remplaçants, retours ou réintégrations	41%
Remplaçants	28%
Voie de mutation	8%
Recrutement direct - Agent déjà présent en tant que contractuel permanent	4%
Recrutement direct - Agent déjà présent en tant que contractuel non permanent	3%

* Variation des effectifs :

(effectif physique rémunéré au 31/12/2024 - effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2023) / (Effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2023)

Évolution professionnelle

- Concours et examens professionnels

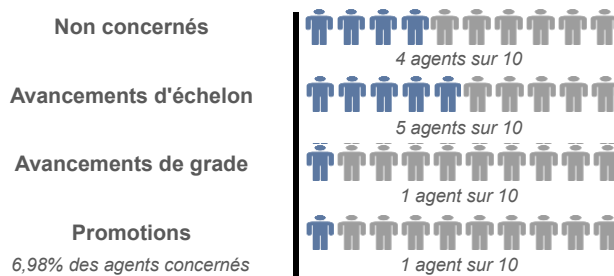
En moyenne, 4% des agents permanents présents au 31/12 ont été titularisés dans l'année

- 8 ruptures conventionnelles actées en 2024

42,9% des collectivités ont initié au moins une procédure de rupture conventionnelle
100% sont à l'initiative de l'agent

- Avancements et promotions

Nombre moyen d'agents concernés sur 10



Sanctions disciplinaires

- 100% des collectivités sont concernées par au moins une sanction disciplinaire en 2024.

Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires en 2024

	Hommes	Femmes
Sanctions 1 ^{er} groupe	16	5
Sanctions 2 ^{ème} groupe	0	0
Sanctions 3 ^{ème} groupe	1	-
Sanctions 4 ^{ème} groupe	0	0

Aucune sanction prononcée à l'encontre de fonctionnaires stagiaires

5 sanctions prononcées à l'encontre d'agents contractuels

- Principaux motifs des sanctions prononcées (fonctionnaires et contractuels en 2024)

Qualité de service (manquement aux sujétions du service, négligence, désobéissance hiérarchique, absence irrégulière, abandon de poste)	41%
Incorrections, violences, insultes, harcèlement moral	37%
Autres	15%

Budget et rémunérations



Les charges de personnel représentent 65,84 % des dépenses de fonctionnement

Montant moyen

Budget de fonctionnement 43 092 764 €

Charges de personnel 28 372 201 €

Soit 65,84 % des dépenses de fonctionnement

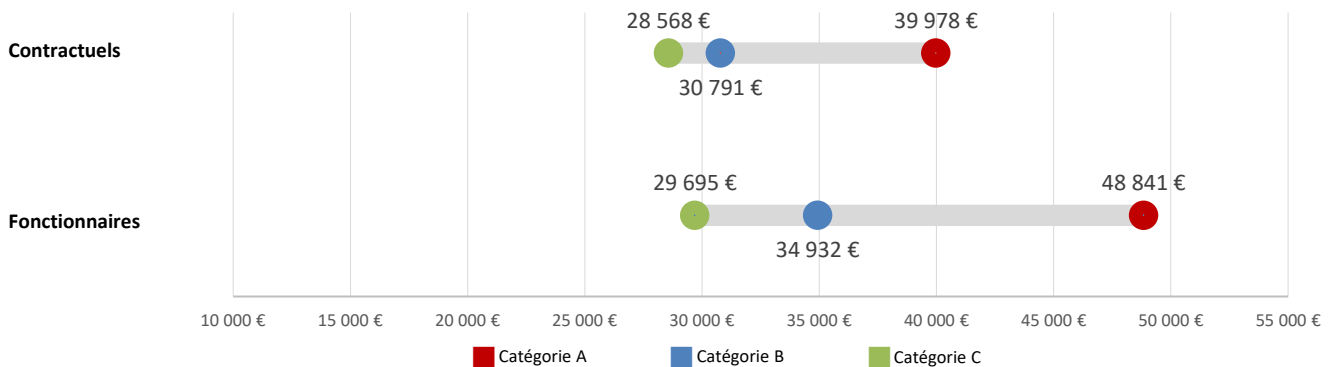
Mise en place du RIFSEEP

- pour au moins un cadre d'emplois pour les fonctionnaires
- pour les contractuels permanents
- avec une part de CIA



100% des collectivités prévoient le maintien des primes en cas de congé de maladie ordinaire

Rémunération moyenne par équivalent temps plein rémunéré des agents permanents



La part du régime indemnitaire sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 19,05 %

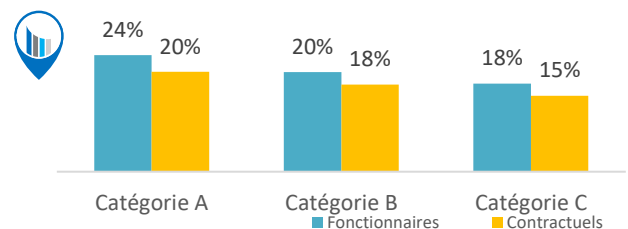
Part du régime indemnitaire sur les rémunérations :

Fonctionnaires 19,54%

Contractuels sur emplois permanents 16,99%

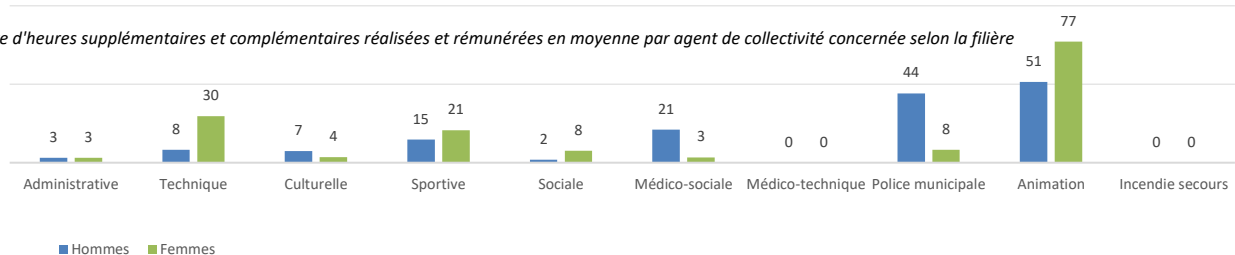
Ensemble 19,05%

Part du régime indemnitaire sur les rémunérations par catégorie et par statut



En moyenne, 14204 heures supplémentaires/complémentaires pour les 100% de collectivités concernées

Nombre d'heures supplémentaires et complémentaires réalisées et rémunérées en moyenne par agent de collectivité concernée selon la filière



71% des collectivités adhèrent au régime d'assurance chômage pour la gestion de leurs anciens contractuels

Absences Agents présents au 31 décembre

En moyenne, 22 jours d'absence pour tout motif compressible par fonctionnaire



En moyenne, 10,3 jours d'absence pour tout motif compressible par contractuel permanent

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Ensemble agents permanents	Contractuels non permanents
Taux d'absentéisme « compressible » (maladies ordinaires et accidents de travail)	6,03%	2,83%	5,19%	1,29%
Taux d'absentéisme médical (toutes absences pour motif médical)	8,34%	2,87%	6,91%	1,49%
Taux d'absentéisme global (toutes absences y compris maternité, paternité et autre)	9,03%	3,52%	7,59%	1,60%

Cf. p7 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)

> 49,42 % des agents ont eu au moins un jour de carence prélevé

Accidents du travail

100% des collectivités concernées par des accidents de travail

> 8,6 accidents du travail pour 100 agents

> En moyenne, 33 jours d'absence consécutifs par accident du travail

Type d'accident



Service 84%
Trajet 16%

Genre



Femmes 65%
Hommes 35%

Catégorie



Catégorie A 4%
Catégorie B 11%
Catégorie C 86%

53% des accidents concernent la filière technique

Handicap

100% des collectivités ont au moins un agent BOETH

Taux de BOETH: 8,8%

Genre



Femmes 72%
Hommes 28%

Statut



Fonctionnaires 88%
Contractuels perm. 12%

Catégorie



Catégorie A 7%
Catégorie B 12%
Catégorie C 81%

2 travailleurs handicapés recrutés sur emploi non permanent

Dépenses moyennes couvrant l'obligation d'emploi (collectivités concernées)

Dépenses afférentes à la passation de contrats de fourniture, de sous-traitance ou de prestations de services avec des entreprises adaptées	23 099 €
Dépenses destinées à favoriser l'accueil, l'insertion ou le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés	0 €

Prévention et risques professionnels

203 jours moyens de formation liés à la prévention (habilitations et formations obligatoires)

Dépense moyenne en formation : 27 640 €

Nombre moyen de formations : 146

Oui Non Ne sait pas En cours

Existence d'un document unique (DUERP)

100%

Existence d'un registre de santé et de sécurité

86%

Existence d'un plan de prévention des RPS

71%

29%

Part des agents permanents ayant bénéficié d'une visite médicale spontanée

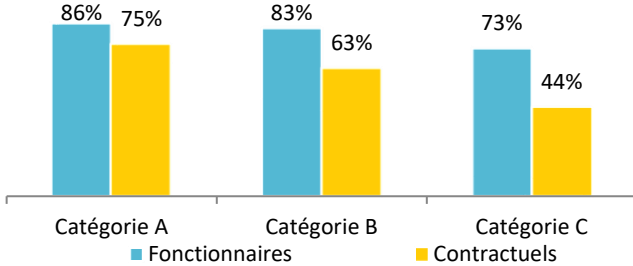
1,4% des femmes
0,7% des hommes

Formation Agents présents au 31 décembre

En 2024, 70% des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour

70% des femmes et 71% des hommes

Pourcentage d'agents par catégorie et par statut ayant bénéficié d'au moins un jour de formation

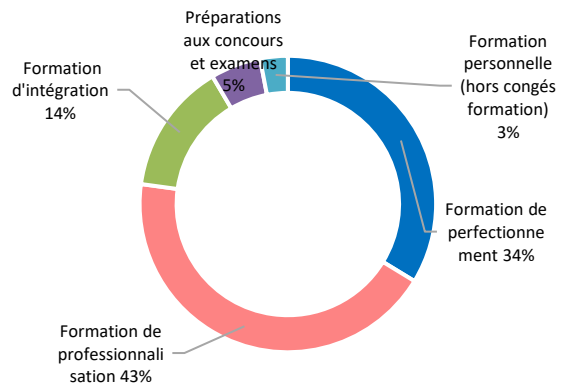


Le budget médian consacré à la formation est de 272 076 €

Répartition des dépenses de formation

CNFPT au titre de la cotisation obligatoire	56%
Autres organismes	34%
Coût de la formation des apprentis	6%
Frais de déplacement	3%
CNFPT au-delà de la cotisation obligatoire	1%

Répartition selon le type de formation



Nombre moyen de jours de formation par agent permanent :

> 2,8 jours par agent

Répartition des jours de formation par organisme

Autres organismes	50%
CNFPT cotisation obligatoire	37%
Collectivité	9%
CNFPT au-delà de la cotisation obligatoire	5%

Action sociale et protection sociale complémentaire

86% des collectivités ont un accord collectif sur la protection sociale complémentaire

Dont 0% ont adhéré à une convention de participation santé souscrite par le centre de gestion

	Santé	Prévoyance
Montant moyen annuel par bénéficiaire	201 €	189 €

En cours Oui Non Ne sait pas

L'action sociale des collectivités

Prestations servies directement par la collectivité



Prestations servies par l'intermédiaire d'un centre de gestion



Prestations servies par l'intermédiaire d'une association locale



Prestations servies par l'intermédiaire d'une association nationale



Relations sociales

100% des collectivités concernées par des grèves



479 jours de grève en moyenne par collectivité



Nombre moyen de réunions des instances

CST	CAP	CCP
6	3	2
	16% par saisine d'agent	% par saisine d'agent

71,4% des collectivités ont engagé des négociations collectives



42,9% ont conclu un ou plusieurs accords collectifs

Les principales négociations

Accompagnement social des réorganisations des services

Protection sociale complémentaire

Temps de travail, qualité de vie au travail

Les principaux accords

Protection sociale complémentaire

Temps de travail, qualité de vie au travail

Conditions et organisation du travail

Précisions méthodologiques

1 Formules de calcul - Effectif théorique au 31/12/2023

Pour les fonctionnaires :

Total de l'effectif physique rémunéré des fonctionnaires au 31/12
+ Départs définitifs de titulaires ou de stagiaires
+ Départs temporaires non rémunérés
- Arrivées de titulaires ou de stagiaires
- Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Retours de titulaires stagiaires

Pour les contractuels permanents :

Total de l'effectif physique rémunéré des contractuels au 31/12
+ Départs définitifs de contractuels
+ Départs temporaires non rémunérés
+ Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Arrivées de contractuels
- Retours de contractuels

Pour l'ensemble des agents permanents :

Effectif théorique des fonctionnaires au 31/12/2023
+ Effectif théorique des contractuels permanents au 31/12/2023

2 Formules de calcul - Taux d'absentéisme

$$\frac{\text{Nombre de jours calendaires d'absence}}{\text{Nombre d'agents au 31/12/2024} \times 365} \times 100$$

Les journées d'absence sont décomptées en jours calendaires pour respecter les saisies réalisées dans les logiciels de paie

Note de lecture :

Si le taux d'absentéisme est de 8 %, cela signifie que pour 100 agents de la collectivité, un équivalent de 8 agents a été absent toute l'année.

3 « groupes d'absences »

1. Absences compressibles : Maladie ordinaire et accidents du travail	2. Absences médicales : Absences compressibles + longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maladie professionnelle	3. Absences Globales : Absences médicales + maternité, paternité adoption, autres raisons*
---	--	--

** Les absences pour "autres raisons" correspondent aux autorisations spéciales d'absences (motif familial, concours...) Ne sont pas comptabilisés les jours de formation et les absences pour motif syndical ou de représentation.*

En raison de certains arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100 %

Réalisation

Cette fiche Repères reprend les principaux indicateurs du RSU 2024. Ces données ont pour objectif de bénéficier d'une vue d'ensemble des effectifs correspondant à un groupe de collectivités constitué par le Centre de Gestion et ainsi de disposer d'éléments de comparaison respectant les mêmes modes de calcul que les synthèses individuelles du RSU.



L'outil automatisé permettant la réalisation de cette synthèse a été développé par le Comité Technique des Chargés d'études des Observatoires Régionaux des Centres de Gestion.

Date de publication : avril 2026

Version 1